Association à but non lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Champigny, le 2 janvier 2008

LETTRE AUX ADHERENTS N ° 15

Le Bureau de l'ACEP vous adresse ses meilleurs vœux pour la nouvelle année. Grâce à ses fidèles adhérents et malgré l'absence de relations constructives avec la municipalité actuelle, l'ACEP entre fièrement dans sa 7^{ème} année d'existence en 2008. Les campagnes des candidats aux élections municipales 2008 ne manqueront pas de faire ressortir les nombreuses préoccupations des Campestriens et des Campestriennes à propos de leur Cadre de vie, leur Environnement et leur Patrimoine.

En 2008, nous resterons vigilants !

Bruno DIGARD - Président de l'ACEP

FAITS MARQUANTS DU DEUXIEME SEMESTRE 2007

1 LES JOURNEES DU PATRIMOINE

L'ACEP a organisé les samedi 29 et dimanche 30 septembre 2007 son exposition annuelle, comme les années précédentes à la Boutique Expo au centre de notre village. Cette année, le thème principal était «**L'écriture dans tous ses états**». Des photos et des objets sur le thème des "**Ustensiles curieux d'autrefois**" ont été particulièrement appréciés, tout comme la merveilleuse **maquette de la « Rue du Centre d'après guerre »** fabriquée par notre ami Jacques Limoges. **Les enfants des écoles ont pu s'y rendre le vendredi et ainsi exercer leur curiosité.** Vif succès encore cette année de cet évènement majeur de notre vie associative. Merci à tous ceux qui ont permis à cette manifestation de se tenir !

2 MISE EN CONFORMITE DE LA DECHARGE : ENFIN UNE REUNION DE LA CLIS !

Une réunion de la CLIS (Commission Locale d'Information et de Surveillance) s'est enfin tenue le 27 juillet 2007 à la demande insistante de notre association. Le Sous-préfet nous a demandé expressément de faire connaître à nos adhérents, ce que nous faisons ici, que réunir la CLIS plus tôt en 2007 n'a pas été possible du fait des élections présidentielles et du devoir de réserve qu'elles lui imposaient.

Au cours de cette réunion, il a été précisé que l'extension de capacité d'enfouissement était annuelle (portée en décembre 2006 de 20 000 à 24 000 tonnes/an de déchets enfouis) et donc que la durée d'exploitation serait réduite, la quantité totale enfouie restant inchangée. Cette nouvelle durée d'exploitation n'est cependant pas spécifiée dans l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2006 ! Si nos calculs sont exacts, le tonnage de 600 000 T en final étant quant à lui bien spécifié, **la durée d'exploitation devrait donc être ramenée à 25 ans au lieu de 30 ans.** On s'en souviendra !

La question de savoir si cette modification donne droit à percevoir une taxe supplémentaire pour la municipalité – locataire du terrain et qui en a bien besoin - a été posée et le **Sous-préfet a demandé à la représentante du Maire de se saisir du problème.** Là aussi, on s'en souviendra !

Enfin, nous nous devons de constater qu'à la vue des explications données et des constatations faites sur le site, **les mesures d'améliorations dans l'exploitation sont efficaces et la mise en conformité de la gestion au quotidien est plutôt en bonne voie.** Moins glorieux, la société exploitante COVED,

qui a été reprise par le groupe SAUR détenu à 47% par la Caisse des Dépôts et Consignations (en fait l'Etat), Séché Environnement (33%) et AXA (20%), démarche les propriétaires mitoyens de la décharge pour leur imposer une reconnaissance de servitude pour 50 ans pour les terrains situés dans la zone de 200 mètres autour de l'enfouissement : injuste retour des choses, la COVED qui n'a pas respecté la zone des 200 m cherche à repousser ainsi les limites de son site chez ses voisins, véritable spoliation de leurs terrains.

3 LE COMBAT JURIDIQUE DE LA CLINIQUE KER YONNEC POUR LA FERMETURE DE LA DECHARGE....

*Nous avons rapporté dans la Lettre N° 14 que la clinique Ker Yonnec avait remporté le 24 mai 2007 la dernière manche de ses procédures judiciaires visant la fermeture du Centre d'Enfouissement devant la Cour d'Appel Administrative de Lyon. Celle-ci avait décidé d'obliger les exploitants (la société COVED) à cesser d'admettre sur leur site des déchets non ultimes et ce dans un délai de six mois. Nous avons été informés que le Préfet préparait **un arrêté portant prescriptions complémentaires sur le fonctionnement de la décharge** afin de répondre aux exigences de la Cour d'Appel précitée. Encore une fois, à suivre !*

4 SAUVEGARDE DE L'EGLISE SAINT-MARTIN : LA POURSUITE DES TRAVAUX DE RESTAURATION SUSPENDUE....

*Mise à mal par des décennies de mauvais entretien, notre église est frappée dans sa faiblesse par la tempête de 1999, puis ensuite elle est toujours négligée alors que le bâtiment n'est plus hors d'eau. La restauration de l'église devient la motivation principale des fondateurs de l'ACEP : notre action est aujourd'hui récompensée par le bon train des travaux de remise en état... Malheureusement et pour des raisons qui nous échappent, **il semble que la dernière tranche ne puisse pas se faire dans la continuité et que les travaux doivent s'arrêter.***

Cette situation est inacceptable autant qu'incompréhensible !

ELECTIONS MUNICIPALES 2008

Forte de ses 150 membres adhérents et de ses sympathisants, l'ACEP demande aux candidats qu'ils affichent très clairement leur volonté d'œuvrer pour :

- Le renouveau du dynamisme de Champigny et la mise à niveau des infrastructures communales...***
- Le strict respect de la réglementation du Centre d'Enfouissement situé sur le sol de notre commune et la mise en place réelle d'un tri sélectif efficace afin que ne soient enfouis dans le sol que des déchets ultimes...***
- La reprise immédiate des travaux de l'église jusqu'à leur fin, et ce, sans nouvelle interruption...***

Votre Association tiendra son Assemblée Générale Ordinaire annuelle

Le vendredi 25 janvier à 21 heures

À la salle Polyvalente de Champigny, rue Charles Huré.

C'est un temps fort de la vie associative. Merci d'être présents ou, en cas d'empêchement, de vous faire représenter en renvoyant le pouvoir joint à la convocation au siège de l'ACEP , 9 place de l'Eglise 89340 Champigny